

LES AMI·E·S DE LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE

“
20 ANS
UNE HISTOIRE QUI CONTINUE
”



LIVRET

TÉMOIGNAGES
D'AMI·E·S DE LA
CONFÉDÉRATION
PAYSANNE

La NATURE est le principal capital des paysans : il est essentiel de travailler avec elle et non contre elle

- Maintenir la fertilité des sols sur le long terme
- Privilégier la biodiversité domestique et la mixité des productions
- Préserver les ressources naturelles et les partager de manière équitable.

Développer la QUALITÉ et le GOÛT des productions agricoles

- Produire de façon transparente pour le consommateur
- Respecter les cycles naturels et le bien-être animal
- Apprécier sa propre production pour mieux la vendre
- Choisir un label qui nous correspond.

RÉPARTIR équitablement les volumes de production

- Dégager un revenu suffisant sur une surface et des tailles d'ateliers raisonnables pour permettre à d'autres paysans de travailler
- Mieux valoriser ses produits
- Améliorer sa marge nette par unité produite en limitant la capitalisation, en réduisant ses intrants, etc.

Le paysan est un ACTEUR LOCAL dynamique

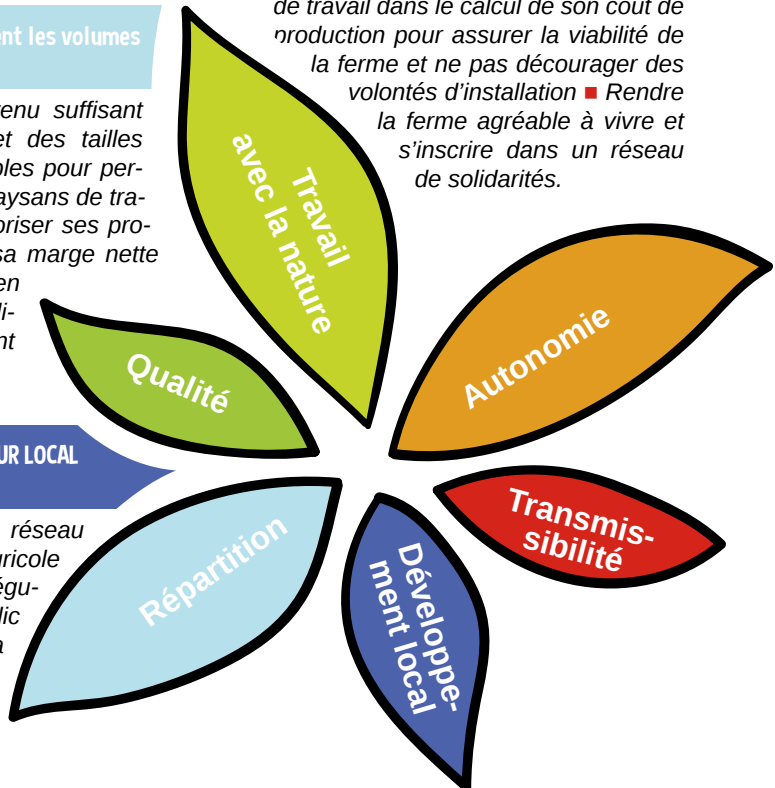
- Entrer dans un réseau local de partage agricole
- Ouvrir sa ferme régulièrement au public
- S'investir dans la vie citoyenne.

Développer l'AUTONOMIE des fermes

- Rester maître des décisions à prendre sur sa ferme
- Limiter les achats en semences et en aliments pour animaux, préférer les produire soi-même et valoriser les ressources locales
- Limiter sa dépendance aux énergies fossiles dont les prix ne font que monter
- Maîtriser son endettement et sa dépendance aux aides.

Se donner les moyens de TRANSMETTRE sa ferme aux nouvelles générations

- Limiter les agrandissements et les investissements qui seraient trop lourds pour que la ferme soit reprise
- Sécuriser son foncier
- Intégrer son temps de travail dans le calcul de son coût de production pour assurer la viabilité de la ferme et ne pas décourager des volontés d'installation
- Rendre la ferme agréable à vivre et s'inscrire dans un réseau de solidarités.





QUI SOMMES-NOUS ?

Une association de citoyens et citoyennes, non paysans ou paysannes, qui pensent que l'agriculture paysanne est la plus à même :

- d'assurer une alimentation choisie et de qualité pour toutes et tous ;
- de garantir un revenu décent aux paysans et paysannes qui la produisent ;
- de transformer le système de l'alimentation (production, transformation, distribution, consommation) ;
- de maintenir des territoires vivants ;
- de lutter contre le dérèglement climatique et préserver la biodiversité et le vivant dans son ensemble ;

Des citoyens et citoyennes qui souhaitent apporter leur motivation, leur participation financière, leur énergie à la transformation de notre modèle agricole et alimentaire, par une mise en place effective et généralisée de l'Agriculture paysanne !

INTRODUCTION

Nous y voilà! Les Ami·e·s de la Confédération paysanne fêtent leurs 20 ans, sur le plateau du Larzac qui les a vus naître.

20 ans de luttes se sont écoulés : contre les OGM depuis l'origine, contre la ferme-usine des 1 000 vaches pour dire non à l'industrialisation de l'agriculture, contre les grands projets inutiles, consommateurs de terres agricoles, contre les méga-bassines...

C'est aussi 20 ans de revendications pour soutenir l'agriculture paysanne : changer la politique agricole commune, reprendre la main sur notre alimentation, et revendiquer un million de paysans et paysannes en France, pour que la terre redevenue nourricière.

Un âge où les fondations sont posées et où l'édifice continue à se construire. Et pour cela, nous devons être plus nombreux. Nous engageons des actions pour faire grandir la famille, faire pousser les dynamiques locales, accueillir des plus jeunes, et poursuivre les combats.

Ce livret, accompagnant le livre *Les Ami·e·s de la Confédération paysanne, 20 ans. Une histoire qui continue*, et la frise historique associée, vient relater, au travers de témoignages d'Ami·e·s de la Conf' et d'illustrations de Claire Robert, une autre facette de cette histoire, par ces mêmes luttes vécues et partagées. Merci à eux, merci à elles.

Jamais plus les paysans ne seront des Versaillais !
Nous allons à un mariage : celui des ouvriers
et des paysans, le mariage des LIP et du Larzac !



LA GENÈSE

Défense des terres des paysans du Larzac : « Vivre et travailler au pays ». Rendez-vous des luttes sociales pour soutenir les paysannes et paysans du plateau menacés d'expulsion au profit de l'agrandissement d'un terrain militaire.

LES COMMENCEMENTS...

Création de l'association « Amis de la Confédération Paysanne ». Avant première en Côte d'Or !

En 2003, Jean-Luc Baudry était paysan/militant de la Confédération paysanne. On se rencontrait aux réunions d'ATTAC à Dijon.

Après le démontage du Mac'do de Millau, le procès des paysans, l'incarcération de José Bové, les signataires des pétitions sur les marchés et dans les réunions nous interpellaient pour adhérer à la Confédération paysanne. Réponse : « impossible, vous n'êtes pas paysans/paysannes ! »

L'idée est alors venue de créer une asso de soutien à la Conf' et de défense de l'agriculture paysanne.

Jean-Luc donne le feu vert après un échange à Bagnole avec José Bové, alors porte-parole de la Confédération paysanne !!

Un contact a lieu avec toutes celles et ceux qui soutenaient la lutte et lors d'une réunion à Pouilly en Auxois le premier groupe local était créé !

> Raconté par Francine Narbal



Lancement officiel des Ami-e-s de la Confédération paysanne

> Raconté par Marithé Richard

En 2003, à la demande de nombreux citoyens qui souhaitaient apporter leur soutien aux combats menés par les paysans de la Confédération paysanne, syndicat professionnel, a été créée l'Association des Amis de la Confédération paysanne. Les membres fondateurs furent Albert Jacquard, Susan George, présidente d'ATTAC, et Marc Jolivet, humoriste et écologiste convaincu.

Le premier Conseil d'administration s'est tenu à Bagnole. Il y avait Jean-Noël Faure qui avait œuvré à la création de l'association, ainsi que Marc Mangelot et Jean-Jacques Bailly, trésorier de la Confédération paysanne. Le premier bureau de l'association était composé de Michel Dupont, président, d'Alain Maurin, trésorier, qui hélas nous a quittés, de Jean-Luc Baudry, secrétaire et paysan en Côte d'Or. Participaient également Serge Muller, ami de Michel Dupont et moi-même, sœur de paysan confédéré. Je soutenais activement les actions des paysans de mon département.

Cette première réunion a mis en place la structure qui a fédéré les nombreux soutiens à la Conf'. Nous n'avions ni local ni ordinauteur. Les salariés de Bagnole ont accepté de partager leurs outils de travail et nous ont accueillis cordialement (merci à vous Brigitte, Florence et Zorha). Certains ont été mis à contribution pour organiser les contacts et le site (merci à Jean-Pascal). Il était très important d'apporter des réponses précises à toutes les questions qui étaient posées : les paysans confédérés prenaient souvent le relais. Toutes les contributions étaient bienvenues et ont participé au démarrage de cette association.

2003 était l'année au cours de laquelle les citoyens soutenaient la lutte contre les OGM en plein champ aux côtés des paysans confédérés et le travail ne manquait pas.

La première lettre d'information ne faisait qu'une page. L'Assemblée générale, en 2004, s'est tenue chez un paysan confédéré et a permis des échanges constructifs. Le Conseil d'administration s'est élargi à des Amis venus de province (Eric, Charles, Gilbert) et de la région parisienne (Philippe et Isabelle). Enfin, je n'étais plus la seule femme! Avec Isabelle, ce fut très facile de travailler car nous partagions les mêmes buts pour animer l'association. Nous répondions positivement aux sollicitations d'associations proches, telles que Artisans du Monde, le Forum pour la Paix. Nous organisions des soirées débats dans les cinémas proches. Les participants étaient ravis de pouvoir échanger avec des paysans qui venaient volontiers les informer.

Au cours des années suivantes, les Amis ont organisé des journées d'été, des marchés paysans, des actions de soutien aux côtés des paysans (présence et aide lors de l'occupation de la maison du lait). Le Conseil d'administration s'est ouvert à de nouvelles personnes.

Avancer et poursuivre le combat aux côtés de paysans confédérés est nécessaire, car nous sommes responsables des choix qui pénaliseront les générations futures.





La bataille du lait

> Raconté par Jean Azan

Les gens étaient déjà nombreux quand les Amis sont arrivés sur la place de la République à Paris pour la distribution de lait organisée avec le Secours populaire. Les autres (FNSEA et future Coordination rurale) avaient choisi de répandre le lait devant les préfectures et dans les champs. Fidèle à ses idées, la Conf' avait décidé de le donner à ceux qui en avaient besoin. Le Secours populaire avait bien organisé les choses et nous étions nombreux pour l'arrivée du camion. Tout s'est passé très vite : le camion en place, on a commencé la distribution à des gens que l'on n'avait pas l'habitude de voir, beaucoup de mères avec enfants, à qui nous expliquions que le lait devait être bouilli avant d'être bu, contrairement aux bouteilles prêtes à l'emploi achetées dans une grande surface.

Des « merci » nombreux, des bises des fois ; paysans et Amis présents, nous étions heureux de pouvoir être utiles dans ce contexte de précarité alarmant. Cela faisait chaud au cœur. Puis vint la fin du camion, quelques personnes déçues, mais pour l'essentiel une réussite.

Cette opération a eu une petite sœur : les Amis et les paysans se sont retrouvés devant l'entrée du Salon de l'agriculture pour une autre distribution. Cette fois-ci, il s'agissait de donner des gobelets de lait aux visiteurs du salon, autre public, mais presque les mêmes réactions : beaucoup de plaisir à retrouver comme nous disaient les buveurs « le bon goût du lait frais ». Les jeunes étaient moins friands : ce lait avait un « drôle de goût » pour eux.

Opération là encore réussie !



OGM, le grand désamour

> Raconté par Marc Mangenot

La bataille contre les OGM (Organismes Génétiquement Modifiés) sera le thème majeur des premières années d'activité des Amis de la Confédération paysanne. Le soutien aux Faucheurs volontaires de plantations OGM en plein champ est soutenu par les Amis.

Monsanto, grand maître es-OGM, es-pesticides, es-semences (type « terminator »), est l'une des bêtes noires de la Conf', de nombre de collectifs et d'ONG. En 1998, une escouade de la Conf' détruit des parcelles de maïs et de soja génétiquement modifiés, cultivés en plein champ, à Monbéqui (Tarn et Garonne). Le colosse Monsanto n'est pas content, vraiment pas content. La firme scélérate obtient du Tribunal (Montauban) la condamnation de la Conf' pour destruction (neutralisation) de plantations expérimentales. Le 15 novembre 2005, un huissier présente un commandement de payer quelques 200 000 euros de dommages et intérêts. Monsanto s'acharne et demande au tribunal de saisir les comptes bancaires de la Conf'. Le 29 novembre 2005, les Amis de la Conf' lancent un « appel à la solidarité financière », font un communiqué « Ne laissons pas Monsanto étrangler financièrement la Conf' », rédigent un tract à diffusion large.

Le slogan «Monsanto pille et tue les paysans, ruine l'environnement, menace la santé des Hommes», est adopté par la Conf' et un collectif d'associations. En quelques semaines, les dons recueillis s'élèvent à 145 000 euros. C'est un succès.

Un second succès devant les tribunaux met à mal la (trop) puissante société Monsanto. L'avocat de la Conf' a montré que la demanderesse (une filiale Monsanto en France) n'avait plus d'existence juridique, ayant été dissoute antérieurement. Le 28 avril 2006, le TGI (Tribunal de Grande Instance) de Bobigny annule la saisie des comptes de la Conf' par Monsanto. Monsanto prise en défaut malgré son armée d'avocats trop sûrs d'eux-mêmes, ne fera pas appel, craignant sans doute une nouvelle campagne médiatique qui nuirait à son image déjà bien dégradée. La lutte contre Monsanto et ses produits ne s'arrêtera pas pour autant. En 2018, Monsanto devenue filiale de Bayer (multinationale allemande de la chimie) demeure la cible de nombreux combats.

Les luttes contre les OGM, les nouveaux OGM, les OGM cachés, n'ont pas cessé dans cette période qui a vu les Amis de la Conf' souvent au premier plan. Le 3 janvier 2008, quinze militants anti OGM, dont José Bové, entament une grève de la faim avec pour objectif d'obtenir avant le 9 février l'activation de la clause de sauvegarde suspendant la culture en France du maïs MON 810. Les Amis de la Conf' étaient présents. Au grand dam de la FNSEA, le gouvernement décide de déclencher la clause de sauvegarde. La grève de la faim cesse le 11 janvier. La revue Inf'OGM, toujours vivante et bien vivante, dont Serge Muller (malheureusement disparu) a été administrateur, continue à décortiquer les textes de lois, la propagande pro-OGM, plus ou moins sournoise, toujours trompeuse.

À la lutte contre les OGM s'ajoute la bataille pour les semences paysannes qu'anime notamment Guy Kastler, paysan philosophe membre de la Conf'. Puis, plus récemment, la lutte contre les nouveaux OGM obtenus par mutagenèse (modification d'un gène d'une plante) au lieu et place de la transgénèse (introduction d'un gène étranger dans le génome d'un organisme). Les Amis sont encore et toujours mobilisés, avec la Conf' et de nombreuses autres organisations de la société civile.

Alter-retour sur la genèse d'un AlterTour

En 2003, l'année du fameux grand rassemblement du Larzac, une entrée à la fois tardive et naïve en activisme écologique laissait envisager le montage de projets ambitieux. La coopération de plusieurs organisations non-gouvernementales telles que les Amis de la Conf', nouvellement créée sur le Larzac, ou encore ATTAC, devait pallier le manque d'information du public. De cette volonté sont nées des opérations coordonnées sur la question centrale à l'époque des OGM, d'abord nationales avant d'être étendues à l'international, d'abord simultanées avant d'être distribuées sur plusieurs semaines en avril 2007. Outil indispensable, un site Internet recueillait et diffusait les éléments montrant la progression puis la réalisation du projet Altercampagne – une autre campagne de communication pour une autre campagne – distribué sur plusieurs sites géographiques, impliquant le 8 avril 2006 un millier d'organisations internationales. Etant donné le peu de moyens mis en œuvre (des échanges de courrier et des soirées passées à l'actualisation du contenu d'un site web), il est apparu que ce genre de manifestation d'éducation populaire pouvait être renouvelé, voire appliqué à un thème plus large que celui de l'agriculture intensive.



En juillet 2007, pendant que le Tour de France cycliste mettait en compétition des laboratoires pharmaceutiques soutenant le moral des coureurs, une petite famille longeait à vélo le canal de la Mayenne, trouvant chaque fin de journée un endroit accueillant pour

bivouaquer. Cette belle expérience ne pouvait-elle pas être partagée, qui plus est en l'enrichissant de rencontres avec des militants écologistes ? Par superposition d'expériences récentes, l'opportunité d'un tour cycliste alternatif est progressivement devenue une évidence... en y associant une réflexion sur la notion de dopage. Il y avait d'abord la possibilité d'un nomadisme idéal, rythmé par les fins d'étapes chez des sédentaires accueillants et exemplaires dans leurs convictions d'un renouvellement social. Il y avait ensuite quatre années de coopération réussie ayant réuni sur la toile Internet nombre de groupes locaux « anti OGM-commerciaux ». Enfin, dans un système globalisé animé par l'esprit de compétition, la notion de dopage dépassait le seul domaine de la compétition sportive. L'économie, l'agriculture, les transports, l'énergie, les télécommunications, suivaient – et continuent à suivre – le principe d'une augmentation à court-terme de certaines capacités, mais qui s'avère néfaste à long-terme pour l'environnement et la santé, engendrant dépendances et dégradations (documentaire: L'âge de tous les dopages, 2011). Partant de ce constat, un Tour de France solidaire pouvait sans doute contribuer à faire connaître des alternatives au dopage généralisé de la société, au moyen d'animations et de conférences sur des lieux de rendez-vous entre des militants et le public, sans oublier les altercyclistes... à supposer qu'ils puissent y arriver à temps !

Mais le véritable envol du projet eut lieu quelques semaines plus tard à l'occasion des « 20 ans de la Confédération paysanne » sur le plateau de l'Aubrac, grâce au stand des Amis de la Conf' présentant notamment la possibilité d'un « Tour de France de la Biodiversité Libre et Non-dopée ». Entourant une carte de France sur laquelle une grande boucle avait été dessinée avec sa vingtaine d'étapes, un texte de présentation prônait la solidarité en proposant un parcours cycliste en relais, ponctué de manifestations éducatives et festives. À l'époque, rien n'existait de ce programme, et pourtant, une feuille d'inscription – pour le moins prématurée – s'était déjà vue remplie de participants potentiels. Heureusement, d'autres organisations militantes et plusieurs bénévoles ont ensuite contribué à ce que les premiers inscrits puissent, avec d'autres altercyclistes, prendre en juillet 2008 le départ du premier AlterTour, accompagné de son AlterBus inspiré du « Magical Mystery Tour » des Beatles.

L'aventure ne faisait que commencer...

> Raconté par Dominique Béroule



Marchés paysans - Pour une alimentation de qualité accessible à toutes et tous

- Pour créer du lien direct entre paysans et habitants ;
- Pour rendre accessible une alimentation de qualité en quantité suffisante ;
- Pour permettre aux paysans d'avoir un revenu décent ;
- Pour sensibiliser les élus et les accompagner dans leur projet alimentaire ;

Le premier marché paysan en région parisienne voit le jour en 2013 à Montreuil, suite à une demande de la mairie aux Ami-e-s de la Conf'.

Plus qu'un nouveau circuit de distribution, ces marchés sont des lieux de militantisme et de convivialité. J'ai aidé d'abord Isabelle Suzanne M'Bengué, à partir de 2016 dans cette mission puis j'ai pris

la relève. Je participais à double titre, dans l'organisation mais aussi parce que je vendais les savons que je fabriquais. J'ai adoré l'ambiance, le concept, et j'ai rencontré des paysans qui sont devenus des amis très proches. J'ai ainsi compris l'enjeu de ces marchés, et j'ai souhaité qu'ils deviennent l'outil des paysans. J'ai décidé de participer au développement et à la pérennisation de ces marchés (Pantin, Bagnolet, Ivry-sur-Seine, Noisy-le-Sec, Asnières, parmi d'autres...). En 2019, l'association « Marchés paysans » est créée : ce sont maintenant les paysans qui gèrent de manière autonome et collective le lien avec les mairies et choisissent les marchés qu'ils souhaitent développer.

Les Ami·e·s de la Conf' se recentrent sur l'éducation populaire et créent des outils d'information de sensibilisation afin de pouvoir renforcer sur ces marchés l'esprit militant, et revendiquer la place des citoyens dans les politiques alimentaires.

Le lien et l'ouverture, favorisés par le dialogue autour de ces marchés auprès des élus, sont très importants. J'aurais aimé pouvoir poursuivre ce travail de terrain avec les communes et les amener sur d'autres projets. Ce sera peut-être l'objet de la nouvelle commission « animation » !

La commission « Marché paysans » des Ami·e·s tend à se diversifier et à se concentrer sur l'animation et la création d'événements et de partenariats nouveaux.

En effet, des sollicitations de communes et partis, autour de la thématique de la Sécurité Sociale de l'Alimentation, nous invitent à travailler sur cet axe.

> Raconté par Violette Auberger





Petite histoire de la participation des Ami-e-s de la Conf' à un grand projet : la Sécurité sociale de l'alimentation (SSA)

Les Ami-e-s de la Conf', qui depuis 20 ans défendent une agriculture paysanne, ont très tôt fait le lien, en tant que citoyens et citoyennes, entre agriculture et alimentation.

En 2016, les Ami-e-s de la Conf' participent aux Rencontres Nationales des Agricultures avec une vingtaine d'associations et syndicats dont la Conf', le Réseau CIVAM, le MIRAMAP, l'Atelier Paysan.

Le thème : «Manger, c'est d'un commun!». Nous co-animons l'atelier «La fin de la faim et de la malbouffe».

En 2017, nous participons très activement aux «Assises de l'alimentation» menées par la Confédération paysanne et à leur présentation publique à Saint Denis.

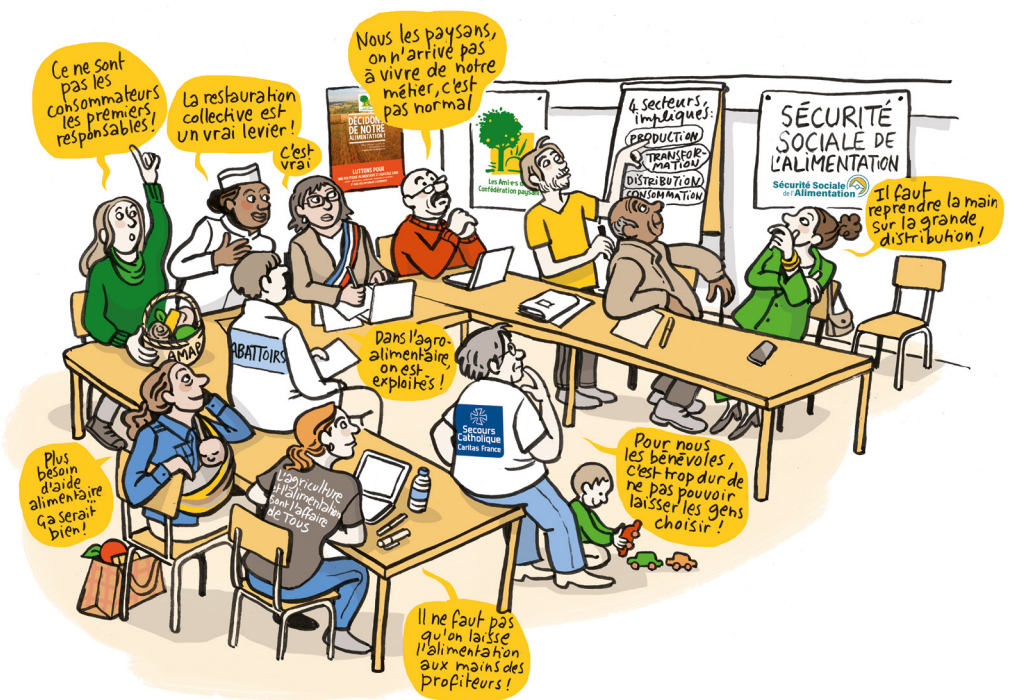
En décembre 2017, nous lançons notre grande campagne «Décidons de notre alimentation!».

Notre intérêt majeur pour la question de l'alimentation et la proximité avec le syndicat et les associations ci-dessus nous ont conduits à répondre positivement à la proposition de Mathieu Dalmais d'Ingénieurs sans frontières/Agrista pour travailler à l'intégration de l'alimentation dans le régime général de la sécurité sociale, afin d'assurer à toutes et tous une alimentation choisie, de qualité, respectueuse des paysans et paysannes, des salariés et de l'environnement.

Dès l'automne 2019, quelques volontaires participent, à Villarceaux, à un week-end de constitution du collectif SSA et notre conseil d'administration validera à une large majorité la création d'une commission SSA des Ami-e-s.

À ce titre, nous avons participé à définir les piliers du projet, à élaborer un tronc commun pour la dizaine d'assos fondatrices et nous animons le groupe de travail «Démocratie dans les caisses locales». Le travail se poursuit grâce à des week-ends de rencontres et s'élargit grâce à la constitution d'initiatives locales.

> Raconté par Francine Narbal



Ce ne sont pas les consommateurs les premiers responsables!

La restauration collective est un vrai levier!
C'est vrai!

Nous les paysans, on n'arrive pas à vivre de notre métier, c'est pas normal!

DECISION DE NO PAS...
LUTTALE POOR...
Les Amis de la Solidarité paysanne

4 secteurs impliqués:
PRODUCTION
TRANSFORMATION
DISTRIBUTION
CONSOMMATION

SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION
Sécurité Sociale de l'Alimentation
Caritas France

Il faut reprendre la main sur la grande distribution!

Dans l'agro-alimentaire, on est exploités!

Plus besoin d'aide alimentaire ça serait bien!

Agriculture et alimentation pour tous

Il ne faut pas qu'on laisse l'alimentation aux mains des profiteurs!

Pour nous les bénévoles, c'est trop dur de ne pas pouvoir laisser les gens choisir!

Circuit local Alterconsos et Amies de la Conf'

En 2003, j'ai découvert la création des Amis de la Conf' au Larczac; je les ai rejoints en 2004.

À cette époque, avec les copains, nous étions engagés dans les mouvements altermondialistes, ATTAC, Action Consommation... et posions les bases du circuit court «Alterconsos» avec François Dufour.

Depuis Porto Alegre, nous nous interrogeons sur le concept de souveraineté alimentaire et cherchions à développer des alternatives aux circuits conventionnels. Nous étions aussi interpellés par la présence d'ouvriers agricoles venant d'Afrique subsaharienne qui vivaient dans «le squat des 1000» à Cachan avant son évacuation.

Se rapprocher de la Confédération paysanne permettait de mieux décrypter les problématiques agricoles locales et globales. Rejoindre Les Amis de la Conf' m'est apparu évident. Cela représentait à mes yeux un bel axe de lutte des citoyens aux côtés des paysans.

J'y ai trouvé les liens et les échanges qui m'ont aidée à développer notre circuit local Alterconsos, convaincue que l'action locale est indispensable pour asseoir la relocalisation de l'agriculture de proximité en France et ailleurs dans le monde.

Les rencontres avec des adhérents, militants engagés aussi dans d'autres organisations ont été riches, positives, néanmoins le parcours n'a pas toujours été aisé.

Au début nous étions deux femmes, puis trois, au Conseil d'administration des Amis de la Conf', face à des hommes parlant bien fort. Se faire entendre n'a pas toujours été chose facile mais nous avons tenu bon, fait des propositions innovantes qui avec le temps ont été validées.

C'est pour cela qu'aujourd'hui je tiens à saluer une association qui va de l'avant et a su se renouveler avec une présence féminine forte, jeune et créative.

> Raconté par Isabelle Suzanne M'Bengue



Dans la catégorie « jeunes femmes » : intégration réussie

> Raconté par Eudora Berniolles

À l'origine, il y a un terreau favorable, un intérêt particulier pour la cause :

- un appétit pour l'agriculture et la production de nourriture que l'on mange avec plaisir, faite à partir de la terre et transformée par des humains ;
- un intérêt pour ces humains – les paysans et les paysannes – qui travaillent de tout temps et partout sur terre pour se nourrir et nourrir les autres ;
- un lien affectif à la nature, aux animaux, aux paysages variés formés par l'agriculture.

Et cette histoire, elle n'est pas familiale. Elle est sensible et personnelle, elle forme un tout, bien ancré en chacune de nous, avec cette envie de nous rapprocher de celles et ceux qui portent un projet de société qui nous parle : ces paysans et paysannes engagés, qui nous ont marquées et donné envie de les soutenir, de marcher à leurs côtés, ces enseignants et enseignantes, militantes et militants qui ont façonné notre vision du monde.

Aujourd'hui, nous adhérons pleinement aux analyses de la Confédération paysanne sur les dysfonctionnements de notre société, à sa proposition d'un autre projet de société, enraciné, politisé, pensé et intelligible, et à ses luttes contre les gros qui écrasent et exploitent, à ses modes d'action de désobéissance que l'on croit justes.

Alors on passe le pas, on participe à quelques actions puis on adhère à l'association des Ami·e·s de la Confédération paysanne.

On se fond et se fait accepter dans un nouveau collectif, qui a une histoire, un mode de fonctionnement, une culture politique, et on lui donne de nouvelles colorations par notre arrivée, notre engagement, nos actions.

On y trouve de quoi s'épanouir : de nouvelles rencontres qui nous enrichissent : un attrait pour l'échange, le débat, un intérêt et une amitié pour des militants et militantes d'autres générations, qui ont créé l'association et ont de longues expériences et cultures militantes passionnantes, des valeurs d'humanité, d'ouverture à la différence, en France et à l'étranger, un engagement viscéral dont la flamme ne s'éteint pas avec l'âge, des analyses poussées, des personnes qui font, des personnes qui sont engagées et passionnées. Et puis on apporte ce que l'on peut :

- *des expériences associatives étudiantes et des liens avec les étudiants à travers la Semaine de l'agriculture paysanne dans les grandes écoles et les universités, des expériences théoriques et de terrain du système agro-alimentaire en sciences politiques, géographie, agronomie ;*
- *une approche éco-féministe où l'on cherche à sortir des manières de fonctionner basées sur la domination et à avancer plutôt dans la parole respectée, même quand les débats sont passionnés, la bienveillance et la légitimité d'être écoutée car en démocratie, chaque voix compte et l'enjeu est de trouver des consensus ;*
- *on accompagne le mouvement inclusif qui nous semble important, même si en effet, les moyens de la langue ne sont pas faciles à mettre en œuvre ! Nous sommes dans une période de transition, alors on tâtonne, pour que citoyens et citoyennes (à défaut de citoyen.ne.s), reprennent la main sur la production de leur alimentation !*

Bref, nous voilà membres des Ami.e-s de la Conf', bien déterminées à faire partie de cette aventure incertaine mais passionnante, dans tous les cas nécessaire, pour notre avenir et celui des encore plus jeunes, qui arrivent à grands pas, et que l'on espère bien compter à nos côtés (dans une société un peu plus sympa) !



Semaines de l'Agriculture paysanne

> Raconté par Lucien Jallot, ancien étudiant à AgroParisTech, co-organisateur de la SAP 2018

J'ai participé à l'organisation de la Semaine de l'agriculture paysanne de mars 2018 : tables rondes, marché paysan, conférence gesticulée,... Pour moi, étudiant en développement agricole, ça a été l'occasion de rencontrer de plus près les acteurs de l'agriculture paysanne : membres de la Confédération paysanne, les Amis de la Conf', un maraîcher impliqué... Ça a contribué à ma motivation de travailler en tant qu'animateur dans les réseaux de l'agriculture paysanne ! Mais surtout, ça m'a beaucoup plu d'échanger avec les étudiants d'autres écoles, et de leur permettre de se familiariser avec les enjeux agricoles. Par exemple, pour prendre du recul sur le débat élevage intensif/véganisme !

> Raconté par Dorian Flipo, ancien étudiant à AgroParisTech - APT-, co-organisateur de la SAP 2021

Mercredi 15 mars 2017. Passage à Claude Bernard, une conférence a l'air intéressante : « Comment l'enseignement oriente-il l'agriculture ? ». J'écoute, j'admire ces quelques personnes qui portent un regard critique à l'institution AgroParisTech. Mais qui sont ces « ingénieurs agronomes », quelle est leur légitimité ? Savent-ils ce qu'est un paysan, une paysanne ? Personnellement, je n'y connais rien. Je parle à deux-trois étudiants, ils ont l'air d'avoir envie de faire bouger les choses. Je ne traîne pas trop, grosse fin de semaine en prévision : il y a la disco-soupe du marché paysan de Montreuil à préparer !

Lundi 27 janvier 2020. Après deux années d'IUT, de lectures, d'aide en fermes, j'atteins le Graal : une école au classement de Shanghai, « la plus prestigieuse ». Rien qu'à travers les mails incessants, je comprends vite la couleur : bon plans (« Amphi cocktail Lesaffre », « Webinaire Savencia », « Partenariat BDE - Société Générale »), an-

nonces et festivités en tout genre (WEI, shotgun)... Le paradis pour plaisir conventionnel post-bachotage dans une des trois/quatre meilleures prépas françaises. Pourtant, un irrésistible gaulois semble tenir bon : « Table ronde : l'élevage paysan face à la norme ». Coup de chance, aller écouter Xavier Noulhianne et Jocelyne Porcher parler d'animaux, d'élevage, et d'administration. Allez ! Demain j'enchaîne sur la table ronde à Sciences Po... C'est fou comme les étudiants parlent si bien, si longuement lorsqu'ils posent des questions. Est-ce un jeu ? Pendant que les brebis paissent dans les jardins d'HLM de Saint-Denis, l'éleveur prend la parole au cœur de la bourgeoisie du VII^{ème} arrondissement parisien : voilà une forme de résistance.

Janvier – mars 2021. Alors que le domaine de Grignon est en passe d'être vendu au rabais et que le déménagement à Saclay s'organise, qui voilà ? Un « Appel à relève pour la SAP ! ». Manque de pot, nous ne sommes que deux étudiants d'APT à répondre. Bon ok... Le covid a frappé, le présentiel n'est pas garanti, et les quelques étudiants motivés sont déjà bien occupés par le dossier de Grignon. On s'accroche, car même après une année de visio, il est nécessaire de discuter coopérations, nouveaux statuts paysans, place des femmes dans l'agriculture, « agroécologie »... Un beau programme, clôturé par une rando-vélo qui permet, enfin, de s'éloigner des écrans et d'échanger « en vrai ».

Alors que les « Grandes Écoles » parisiennes s'inscrivent dans un dogme où innovation technologique et libéralisme économique seraient des postulats au « progrès » ; que les enjeux de justice sociale, de sobriété et de liens entre humains et non-humains n'y sont pas débattus ; que la dissonance cognitive des étudiants et professeurs ne cesse d'augmenter dès lors qu'il s'agit de parler « agroécologie » au sein même de bâtiments flambants neufs, en béton, construits sur les rares terres encore « fertiles » d'Île-de-France ; la SAP poursuit sa mission d'intérêt général. Merci à Lucile, Eudora, les paysans et paysannes de la Confédération paysanne et les quelques étudiants et étudiantes qui, chaque année, font vivre ces semaines.

DES FERMES, PAS DES USINES ! AGRICULTURE PAYSANNE CONTRE AGRICULTURE INDUSTRIELLE

LES MILLE VACHES

Les faits

2009 > Ramery, entrepreneur du bâtiment privé du BTP décide de monter un projet de ferme industrielle de 1 000 vaches dans la Somme pour la production laitière ainsi qu'une unité de méthanisation.

2011 > avis favorable suite à enquête publique – création de l'association Novissen (Nos villages se soucient de leur environnement).

2013 > autorisation accordée pour 500 vaches.

2014 > démontage de la chaîne de traite par des militants Conf' et Novissen – 9 confédérés sont condamnés à des amendes et peines de 5 mois – manifestation à Amiens avec plus de 3 000 personnes – peines annulées en appel, les amendes sont maintenues. Un appel à dons lancé par les Ami-e-s de la Conf' réunira les fonds nécessaires.

2015 > 794 vaches – amende pour dépassement des 500 vaches autorisées – recours du propriétaire – amende levée.

2016 > avis favorable pour passage à 800 vaches – Nicolas Hulot fait appel de la décision – l'amende est rétablie et l'indemnisation demandée par le propriétaire pour préjudice est rejetée.

Après plusieurs années de mobilisation, en décembre 2020, la ferme annonce renoncer à la production de lait dès 2021, ne gardant que les grandes cultures.



Deux procès pour les Mille vaches!

Nous avons débarqué à Amiens pour le premier procès : les nombreux Amis présents avaient un stand avec celui de la Conf'. Nous avons eu de nombreux nouveaux adhérents et des tas de discussions sympas avec des gens qui ignoraient ce qu'était l'agriculture paysanne. Beaucoup de monde, entre les militants de la Conf', ceux de Novissen et nous ; et aussi les ouvriers de la région : bel exemple de rapprochement des luttes avec les « Goodyear »!

Des visites pour ce procès, dont celle de Fabien Roussel et ses camarades du Parti Communiste – PCF – qui étaient venus nous apporter leur soutien. Il y avait aussi L214, mais ils ne sont pas restés longtemps, leur lutte végan n'étant pas la nôtre. Parmi les accusés, notre salariée Morgane, et les paysans. Petite manifestation dans les rues de la ville très sympa et très bien accueillie par les habitants. Ce premier procès a fait l'objet d'un appel. Nous sommes donc repartis une deuxième fois toujours aussi nombreux! Cette fois-ci, c'est José Bové et Susan Georges qui sont venus pour nous soutenir. Deux procès, des condamnations, mais une lutte vivante, des rencontres nombreuses et riches avec Novissen et les ouvriers nombreux en soutien. On a mangé, bu, beaucoup ri et nous sommes repartis vers d'autres luttes!

> Raconté par Jean Azan



Le poulailler industriel de Langoëlan (56)

La lutte contre le poulailler industriel de Langoëlan (56) a mobilisé les Ami·e·s de la Conf'.

Le projet : deux poulaillers de 2200 m² chacun, pouvant accueillir jusqu'à 120000 volailles entassées sur bien moins qu'une feuille A4 par poulet.

Il est prévu des lots de 120000 poulets à Langoëlan, 180000 à Plaudren, 190 000 à Néant-sur-Yvel, et ce 6 fois par an, sans pour autant créer d'emplois agricoles supplémentaires...

De plus, le lien au sol est rompu : l'aliment est importé et les fientes exportées hors de la région. L'intégrateur fournit les poussins, l'aliment, les vaccins et antibiotiques, et il s'occupe de la commercialisation. Ce mécanisme entraîne une perte d'autonomie et de savoir-faire pour les éleveurs. Ce sont eux qui portent le montage financier et les risques qui en découlent.

L'importation massive de soja, souvent OGM, des USA et d'Amérique du sud via les ports bretons, n'est pas compatible avec les accords de Paris sur le climat de 2015 et contribue à la déforestation importée. Il faudrait environ 500 hectares de céréales et d'oléoprotéagineux pour « nourrir » l'élevage de Langoëlan.

Forts rejets d'ammoniac dans l'air, concentration des nitrates dans le sol puis dans l'eau, propagation des algues vertes, grosse ponction d'eau pour satisfaire les élevages, productivisme à tout prix, perte d'autonomie et gros risques financiers pour les éleveurs, énorme trafic maritime et routier pour acheminer les marchandises, course au gigantisme, mal-être des éleveurs coincés dans le système avec près d'un suicide par jour dans la profession, la liste des méfaits est longue...

La lutte s'est organisée autour de ces projets et les Ami-e-s de la Conf' y ont pris leur part : présence aux rassemblements, organisation via l'association nationale d'un appel à dons pour financer les frais d'avocat...

Après plus de 2 ans de mobilisations et de recours juridiques, le Tribunal Administratif a sanctionné le Préfet du Morbihan et cassé l'arrêté d'autorisation, prenant le contre-pied du rapporteur public qui avait préconisé un rejet du recours. Le juge a, au contraire, entendu les arguments contestant le projet de ferme-usine.

Ce procès symbole est une première étape dans le bras de fer juridique qui oppose deux modèles agricoles et montre un début de rupture dans le traitement des projets d'élevages industriels hors-sol pour aller vers leur abandon au profit d'une agriculture paysanne territorialisée.

Aujourd'hui, la lutte contre ce type de projets est devenue régionale et portée par le collectif « Bretagne contre les fermes usines » dont les Ami-e-s de la Conf' 56 sont membres et assurent la gestion financière.

> Raconté par Catherine Lusseau



LUTTES CONTRE L'ACCAPAREMENT DES TERRES

EuropaCity, une lutte qui continue

L'abandon du projet EuropaCity a été annoncé par Macron le 7 novembre 2019, après 8 ans d'une lutte difficile mais tenace menée par le CPTG (Collectif Pour le Triangle de Gonesse).

Mais la lutte continue, car ni la Société du Grand Paris, émanation de l'État, ni le Conseil régional d'Île-de-France, ni le Conseil départemental du Val-d'Oise ni la municipalité de Gonesse n'ont abandonné le projet d'urbaniser le Triangle.

L'enjeu du combat du CPTG et de la Convergence, vaste mouvement de soutien qui l'accompagne, porte actuellement sur la construction, en cours, d'une gare en plein champ pour la ligne 17 nord du métro, qui traverserait le Triangle. Il est bien évident que cette gare « au milieu de nulle part », très loin des habitants, donc en apparence complètement absurde, a en réalité un but bien précis et très cohérent : constituer un « cheval de Troie », destiné à « ouvrir la porte » à l'urbanisation de cette enclave agricole précieuse que représente le Triangle de Gonesse dans l'agglomération parisienne.

On ne peut pas passer sous silence non plus une autre trouvaille, post EuropaCity, de l'État pour urbaniser cette zone à tout prix : un projet de cité scolaire de 2 250 élèves, collégiens et lycéens, qui seraient internes, alors que le passage des avions des aéroports du Bourget et de Roissy, tout proches, interdit formellement d'habiter le Triangle!...

Les Ami·e·s de la Conf' ont bien compris ces enjeux, qui continuent de maintenir mobilisés les opposants à ce bétonnage à grande échelle (400 ha), et ils continuent de les soutenir indéfectiblement.

La Confédération paysanne, quant à elle, est sensible à la pertinence de CARMA, qui propose non seulement le maintien du Triangle en zone agricole, mais aussi sa conversion en bio et en agroécologie par tout un faisceau de projets convergents : maraîchage, agroforesterie, centre d'échange des savoirs agronomiques, écoulement des produits récoltés en circuits courts alimentant les marchés alentour, mais surtout la restauration collective des établissements scolaires, hospitaliers, des EHPAD.

> Raconté par Jean-François Wolff

Octobre 2020, en pleine crise sanitaire, le Salon international de l'agriculture prévu en février 2021 est annulé. Face à l'illustration flagrante de la non-durabilité du système agricole et alimentaire dominant, la Confédération paysanne réagit et décide de faire salon, partout en France. Le premier salon de l'agriculture paysanne est né, ce sera le « Salon à la Ferme ». Organisé dans un temps record, il s'agit bien de 200 fermes qui s'ouvrent à toutes et à tous, sur l'ensemble du territoire. Faire découvrir au plus grand nombre ce que sont les pratiques de l'agriculture paysanne, ouvrir les débats sur les sujets essentiels que traversent le monde agricole (foncier, revenu, renouvellement des générations, accès et protection des ressources...).



Autant de lieux et de moments pour faire société, paysans et non paysans, élus et citoyens. Et les Ami-e-s, bien sûr, présents pour soutenir les paysans dans cette ambitieuse opération : quel succès pour une première édition ! Parfois débordés par la fréquentation, nous devons former des groupes pour les visites. La demande de savoir est forte, le besoin de se reconnecter au vivant est palpable. Tous et toutes, nous ressentons que cet événement est important, qu'il répond à ce besoin d'éducation populaire, en invitant les citoyens dans les fermes, à la rencontre des paysans sur leurs lieux de travail. C'est bien collectivement que nous serons en mesure de mettre en œuvre les solutions face aux risques majeurs qui se présentent à notre société.

Alors je vous le dis sans dévoiler de secret : la décision de pérenniser ce rendez-vous sur le temps long ne fût pas trop difficile à prendre. En 2022 puis 2023, la présence des Ami-e-s s'est renforcée : Vaucluse, Alsace, Indre-et-Loire, Ille-et-Vilaine, Morbihan, Landes, Hauts-de-France, Hautes-Alpes, Indre, Marne, Île-de-France. Les points d'ancrage des Ami-e-s aux côtés de la Conf' se multiplient. L'organisation de randos-vélos dans certains départements, permettant d'accéder aux fermes et de les relier entre elles, viennent offrir une nouvelle approche du territoire. Ces visites renouvelées nous confortent dans l'idée suivante : Oui, l'agriculture paysanne est une des solutions qui s'offre à nous. Toutes et tous, déjà convaincus, et tous les autres qui restent à convaincre, soyons chaque jour plus nombreux à la soutenir, et à la promouvoir.

En 2023, le Salon à la ferme met à l'honneur l'urgente et vitale question de l'eau.



L'eau : une ressource à partager « goutte que goutte »

Quand j'ai rejoint le collectif «Bassines Non Merci», je n'y connaissais pas grand chose à l'agriculture, qu'elle soit paysanne ou productiviste.

En arrivant dans le Marais Poitevin puis en Aunis où je suis installée aujourd'hui, j'ai découvert des maraîchers bio à l'Accueillette du Mignon et des paysans boulangers à la ferme du bois du Treuil. Il se trouve qu'ils étaient adhérents à la Confédération paysanne (mais on n'en a pas parlé tout de suite).

Je ne suis pas originaire de cette région, mais après avoir passé quelques années dans le coin, il y a un truc que je n'arrivais pas à comprendre : pourquoi n'y avait-il plus d'eau dans la rivière une bonne partie de l'année ?

La première manif' était en 2017. C'était un 11 novembre, on a fait une chaîne humaine qui entourait la future bassine. Il y avait du vent, il faisait froid, mais tout le monde était joyeux.

Ce n'est qu'en rejoignant plus assidûment les réunions hebdomadaires après la signature du protocole d'accord que j'ai commencé à comprendre... Comprendre qu'on ne s'attaquait pas simplement à un projet d'aménagement du territoire absurde, mais bel et bien à un modèle agro-industriel soutenu et encouragé par l'État.

Quand il a été question de relancer la dynamique des Ami.e.s de la Conf' en Charente Maritime, j'étais déjà un peu mieux équipée pour comprendre les enjeux.

C'est aux citoyens de soutenir l'agriculture paysanne si on ne veut pas que nos paysages se transforment en déserts et que nous soyons entièrement dépendants de agro-industrie !

Aujourd'hui je suis référente du groupe des Ami.e.s de la Conf' 17!

> Raconté par Lucile Richard



La Conf' : plus forte avec ses Ami-e-s!

J'ai eu la chance en qualité de secrétaire national de faire le lien entre la Conf' et les Ami-e-s de la Conf'.

Même si la proximité à Bagnolet facilite grandement un partenariat large, ne nous cachons pas la réalité. Il existe toujours un débat interne autour de l'ouverture du syndicat à l'ensemble de la société avec celles et ceux qui pensent qu'en tant que syndicat paysan, nous devons parler d'abord et avant tout aux paysans et paysannes.

Le combat en faveur de l'Agriculture paysanne réveille les consciences et souligne la convergence entre les demandes du changement réclamé par les citoyens et citoyennes et le projet porté par la Confédération paysanne! Notre projet d'Agriculture paysanne – AP – est un véritable projet de société inscrit comme tel dans les pétales de l'AP. Quoi de plus naturel, alors, que de s'appuyer sur l'ensemble de la société. J'aime à penser que la «Semaine de l'Agriculture paysanne» dans les grandes écoles et universités, très largement portée par les Ami-e-s, n'est pas étrangère aux dernières tribunes d'étudiants d'AgroParisTech appelant à bifurquer du modèle dominant.

Cette transition appelée de nos vœux ne se fera pas sans tous les acteurs de la société. Sans l'engagement fort des citoyens et citoyennes, pas d'engagement des collectivités! C'est notre seule chance d'imposer l'Agriculture paysanne comme un outil incontournable d'aménagement du territoire, pour le bien-être de tous et toutes. Dans ce contexte, les Ami-e-s de la Conf' en sont le fer de lance.

J'ai vécu en direct la naissance des marchés paysans, les soirées débats pédagogiques autour de sujets potentiellement clivants entre ruraux et urbains, l'engouement des étudiants et étudiantes pour la Semaine de l'Agriculture paysanne, les formations ouvertes à toutes et tous... autant d'initiatives offrant un écho essentiel à notre combat! Mais plus que le relais de nos idées, les initiatives citoyennes des Ami-e-s constituent un véritable vivier potentiel de recrutement de nouveaux paysans et paysannes. Quel plaisir de visiter l'élevage de chèvres angora d'Anna, ancienne animatrice des Ami-e-s, sur le Larzac au retour du congrès de Velanne!

À l'heure où sonne la retraite, synonyme d'éloignement des mandats représentatifs, de temps libre, il m'est apparu comme une évidence de m'investir localement dans ce rôle charnière des Ami·e·s ! Prolonger le combat syndical donne une légitimité et une certaine expertise pour faire le lien entre les réalités paysannes et la société.

Le partenariat entre la Conf' et les Ami·e·s dépasse largement la simple gestion des appels à dons au gré des condamnations des «irréductibles» paysans confédérés, socle historique de leur création en 2003. L'accompagnement local, est précieux, indispensable et peut-être même incontournable en soutien aux Conf' départementales souvent très sollicitées. L'envie et la détermination des jeunes générations est là. À nous de l'accompagner et de la faire fructifier !

Ce nouveau chemin de combat, je l'accueille avec la détermination de participer pleinement au développement de l'association. Accompagner la réflexion, alimenter les débats avec notre regard de paysans et paysannes, s'enrichir des analyses extra «agricolo-agricoles» de citoyennes et citoyens motivés sont une manière de consolider un lien essentiel dans la construction de ce nouveau monde que nous appelons tous de nos vœux.

Ne l'oublions jamais, la communauté de destin entre la Conf' et les Ami·e·s est une évidence. Je ne connais pas d'association des «Ami·e·s de la FNSEA»... et pour cause !

> Raconté par Jean-François Périgné, ancien secrétaire national de la Conf' et mytilculteur sur l'île d'Oléron (17), qui a désormais rejoint les Ami·e·s.

Partout en France,
on soutient la Conf,
parce qu'elle porte
un projet de société
auquel on croit!





Contributeurs et contributrices Francine Narbal, Jean-Luc Baudry, Marithé Richard, Jean Azan, Lucile Richard, Marc Mangenot, Dominique Béroule, Violette Auberger, Isabelle Suzanne M'Bengue, Eudora Berniolles, Lucien Jallot, Dorian Flipo, Catherine Lusseau, Jean-François Wolff, Mathieu Valeur, Jean-François Périgné, Jean-Pierre Edin et Lucile Alemany

Coordination Lucile Alemany

Illustrations Claire Robert

Conception graphique Margerie David

Édition Les Ami·e·s de la Confédération paysanne



**Les Amis de la
Confédération paysanne**

104 rue Robespierre, 93170 BAGNOLET



contact@lesamisdelacnf.org



www.lesamisdelacnf.org



01 43 62 18 70



[LesAmisdeLaConf](https://twitter.com/LesAmisdeLaConf)



[AmisdeLaConf](https://www.facebook.com/AmisdeLaConf)

Juin 2023

LES AMI·E·S DE LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE

LIVRET

“ 20 ANS
UNE HISTOIRE QUI CONTINUE ”

TÉMOIGNAGES
D'AMI·E·S DE LA
CONFÉDÉRATION
PAYSANNE

Nous avons le souvenir d'un dessin de Samson dans *Campagnes solidaires*, un paysan semant des fermes sur tout le territoire. Nous en sommes là, nous aussi.

Nous, Ami·e·s de la Conf', citoyennes et citoyens non-paysans, nous devons semer partout des dynamiques locales pour reprendre la main sur notre alimentation, collectivement, dans le combat et dans la joie.

Le projet d'agriculture paysanne est un projet révolutionnaire en ce sens qu'il s'oppose à l'agriculture industrielle et à l'agrobusiness dans son ensemble. Ce projet ne pourra advenir qu'avec un soutien massif de citoyens et citoyennes. C'est la mission d'une association comme la nôtre, dans la continuité de celles et ceux qui l'ont fondée il y a déjà vingt ans !

Faire le lien entre le monde paysan et les citoyens de tous horizons, sensibiliser, informer, mobiliser, se soulever lorsque cela s'impose.

Si les Ami·e·s se sont construits jour après jour autour de luttes bien identifiées, ils s'activent aujourd'hui à se multiplier. Le livret que vous avez entre les mains s'attache à retracer l'histoire de ces luttes, pour mieux nourrir celles d'aujourd'hui.



Les Ami·e·s de
la Confédération paysanne



contact@lesamisdelacnf.org



www.lesamisdelacnf.org



01 43 62 18 70



LesAmisdeLaConf



AmisdeLaConf

Prix de vente : 6 euros